

M O N D E

ARMES AU PIED, L'ALBANIE DIGERE SES PILLAGES

A Korça, des banques et des entrepôts vides et la loi du silence.

Korça envoyé spécial

Qu'il y ait eu des émeutes et des pillages en Albanie, nul ne le conteste. Chaque bourg, chaque village, en porte les fraîches cicatrices. Mais des pillards ou des émeutiers, on n'en trouve pas la queue d'un. Partout règne la loi du silence. Tous ces bons citoyens, stoïquement attablés à la terrasse des cafés, assurent n'avoir veillé que sur leur bien sans la moindre intention de s'approprier celui d'autrui. A Vlorë, un entrepôt vidé, ce magasin éventré aurait été la proie «des pauvres», toujours anonymes, ou de ces «bandits» unanimement dénoncés. Fimas, comme ses camarades de farniente, reconnaît juste avoir été «chercher des fusils à la caserne». Dans un souci «d'auto-défense». Ce ferronnier de 45 ans jure qu'il n'a pas quitté sa boutique durant «les trois jours de folie» qui ont ravagé le cœur de Korça, au sud-est du pays. «J'ai protégé mon commerce contre les gens qui voulaient me le prendre. Comme j'avais des armes, tout s'est bien passé.»

«Psychose». Craintifs et suspicieux, les habitants de Korça répugnent à se livrer. Voire même à raconter. Alors, pas question d'avouer. «Notre ville est une ville bien, avec des gens bien, assure Xhouvi Bino, président de l'Association des anciens élèves du lycée français. Ces émeutes ont été une véritable surprise. Personne ne pensait à se soulever. Mais on a vu les autres villes s'enflammer, s'armer. Cela a provoqué une psychose de masse. La peur s'est répandue comme une épidémie. D'autant que l'armée et la police se sont volatilisées. Les gens ont pris des fusils pour se défendre contre les autres villages, leurs voisins. Puis, quand les premiers ont commencé à voler, ils ont voulu faire pareil.»

Paradoxalement, la dissémination anarchique des armes a calmé les ardeurs rebelles. Sans réelle motivation politique, les pillards d'occasion ne s'en sont pris qu'à des cibles faciles, reculant devant le moindre risque. «Je ne connais pas un seul exemple d'attaque en force, assure Fimas, il suffisait de rester assis devant sa porte avec une mitrailleuse sur les genoux pour que les voleurs passent à la boutique suivante.» Bâtiments et entreprises publiques, restés sans protection après la désertion des forces de sécurité, ont été nettoyés de leur mobilier, plinthes, interrupteurs, radiateurs, tuyauterie. Dans les casernes, on a emporté jusqu'aux tuiles ou aux barbelés.



A Vlorë Dans la ville bastion de la rébellion, comme à Korça, un peuple au dénuement extrême, trop occupé à survivre pour s'offrir le luxe d'une révolution.

Razza d'un peuple au dénuement extrême, trop occupé à survivre pour s'offrir le luxe d'une révolution.

D'où ce profond désintéret pour les manœuvres gouvernementales dans la capitale ou les ultimatum velléitaires des comités de salut public censés représenter la rébellion du Sud. «Les comités et les partis essayent de calmer le jeu, rigole Fimas, mais personne ne les écoute. Bien sûr, ici la grande majorité des gens sont pour le départ du chef de l'Etat. C'est pas pour autant qu'ils iront se faire tuer à Tirana pour que Sali Berisha s'en aille. Et puis, tout le monde a peur d'une guerre civile avec les gens du Nord qui sont du clan du Président.»

«Un peuple honnête». Dans la salle du conseil municipal, les notables de Korça usent de leur pouvoir aussi neuf que flagellant avec circonspection. «Nous essayons de faire rouvrir les magasins, de rétablir l'eau, l'électricité. Le départ du Président n'est pas de notre ressort. On veut stabiliser la situation et on n'a pas le temps de parler politique, plaide Niko Koraça, numéro deux du comité de district. Le point le plus positif, c'est que, malgré le nombre d'armes qui circulent, il n'y a aucun combat dans la ville. Le peuple albanais n'est pas fou. Il est même honnête. Seulement, il est très pauvre. Et notre Etat est trop faible pour protéger la population qui ne lui fait pas confiance.»

C'est pourquoi les gens préfèrent garder leurs armes. Pour l'instant.»

Coupeurs de routes. Le problème essentiel du comité reste de trouver un mode de vie avec «les groupes de bandits» qui sévissent dans la ville. Car, si les pillards d'un jour ont tous regagné leurs pénates, les «professionnels» profitent de la pagaille. Les banques désespérément vides (elles ont toutes été attaquées quatre ou cinq fois), les gangsters se sont tournés vers une activité ancestrale dans la région: les coupeurs de routes harcèlent les voyageurs ou les rares camions qui s'aventurent hors de la zone officieusement délimitée par leur plaque minéralogique. Car une loi non écrite veut que l'on ne s'en prenne pas à un véhicule de son bourg. Le risque de vendetta serait trop grand.

Korça s'est donc repliée sur elle-même, blottie dans ses montagnes comme l'escargot se love dans sa coquille, pointant prudemment ses antennes pour s'assurer que l'orage est bien passé. Fimas et ses amis du café central conviennent que «la situation s'est améliorée, même si ça tire encore la nuit». Pour autant, personne ne veut rendre les armes cachées sous les matelas. «Le point culminant de la crise est passé, mais on ne sait pas de quoi demain sera fait. Nous avons peur de nous-mêmes.»

DIDIER FRANÇOIS

Cacophonie à l'UE

Pas d'entente pour une force en Albanie.

Les chefs de la diplomatie de l'Union européenne, réunis hier à Bruxelles, n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur l'envoi d'une force de protection multinationale en Albanie, réclamée notamment par Rome et Paris.

«Nous avons besoin de nouvelles consultations pour savoir ce qui est vraiment nécessaire», a déclaré le ministre britannique des Affaires étrangères, Malcolm Rifkind, indiquant que d'autres pays de l'Union européenne étaient d'accord avec cette position.

«Il s'agit d'aller aider l'armée et la police albanaise à se réorganiser et à redémarrer, et puis il s'agit de sécuriser les livraisons d'aide alimentaire dans le port de Durrës par exemple ou une mission de conseillers européens à Tirana», a précisé le ministre français Hervé de Charrette. Toutefois, l'Allemagne et la Grande-Bretagne ont clairement fait savoir qu'ils n'étaient pas favorables à une force de sécurisation de l'Union et qu'il valait mieux le faire, si possible, sous l'égide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Aujourd'hui, les ministres européens des Affaires étrangères vont rencontrer à Rome le Premier ministre albanais, Bashkim Fino, pour discuter de l'aide humanitaire européenne à l'Albanie et des moyens de sécuriser cette aide.

D'après AFP